

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 41 – 3 novembre 2022

En bref

Selon l'organisation *World Justice Project*, la Colombie est classée 91^{ème} sur 140 dans l'Indice sur l'Etat de Droit. Le pays perd ainsi 5 places par rapport au dernier rapport, notamment du fait de la détérioration des niveaux de sécurité. La

Colombie se situe à la 21^{ème} place des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cet indice se base sur différents facteurs, parmi lesquels on retrouve la corruption, la transparence du gouvernement, le respect des droits fondamentaux, la sécurité et la justice. Pour la Colombie, c'est le facteur « ordre et sécurité » qui est le plus préoccupant, alors que le pays recense près de 36 homicides par jour depuis le début de l'année selon l'Institut National de Médecine Légale.

LE CHIFFRE À RETENIR

91^{EME}

C'est le rang de la Colombie dans
l'Indice sur l'Etat de droit.



World Justice
Project

Zoom sur : Les Ministres des relations internationales de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis à Buenos Aires.

Les Ministres des relations internationales de la Celac (Communauté d'Etats latino-américains et des caraïbes) et de l'Union européenne (UE) se sont rencontrés ce 27 octobre à Buenos Aires. Le sommet, qui a réuni 54 délégations, a été axé sur l'impact mondial de la guerre en Ukraine et les ressources de l'Amérique latine et des Caraïbes pour répondre aux nouvelles demandes de l'UE. Le sommet a également traité de la reprise économique post-pandémie, de l'industrialisation des pays de la Celac, des droits humains et des effets de la politique verte de l'UE sur le commerce avec les pays de la Celac. La dernière rencontre entre les deux organisations avait eu lieu il y a plus de quatre ans. Plusieurs accords commerciaux sont par ailleurs en train d'être signés entre l'UE et le Chili et l'UE et le Mexique, alors que l'accord entre l'UE et le Mercosur (Marché commun du Sud, regroupant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela) est en négociation depuis plus de 20 ans.



COLOMBIE

La Banque centrale élève le taux directeur à 11 %.

Pour lutter contre l'inflation, la Banque centrale colombienne a de nouveau élevé le taux directeur de 100 pdb ce lundi 31 octobre. Cela correspond à la 7^{ème} augmentation depuis le début de l'année. Le taux se situe ainsi à 11 %, soit une hausse de 800 pdb depuis janvier 2022. Le pays souffre d'une inflation élevée, à 11,4 % en glissement annuel en septembre, soit son plus haut niveau depuis 1999.

La chute du peso colombien (COP) continue.

Le COP dépasse ainsi presque quotidiennement ses maximums historiques et a atteint le seuil symbolique de 5000 COP pour 1USD ce 1^{er} novembre. Cette forte dépréciation s'explique notamment par l'incertitude liée aux politiques économiques qui vont être menées par le nouveau gouvernement de Gustavo Petro, chacune de ses déclarations entraînant de fortes variations dans la valeur de la devise colombienne. Cette dépréciation s'inscrit par ailleurs dans un contexte de forte inflation, de crise énergétique mondiale et de crainte d'une récession mondiale. Pour rappel, le COP fait partie des devises les plus dépréciées de la région depuis le début de l'année (à 23 % fin octobre). Cette dépréciation devrait contribuer à la hausse de l'inflation, enchérissant les produits importés. Selon certains industriels, des projets électriques pourraient même ne pas voir le jour dans le pays du fait de la hausse des coûts à l'importation.

L'indice de confiance des ménages enregistre une nouvelle baisse.

Sur la période septembre-octobre, 17,4 % des ménages ont indiqué avoir ressenti une amélioration de leurs perspectives, alors que 30,7 % ont ressenti une dégradation. 27,9 % des ménages considèrent la situation comme étant mauvaise ou très mauvaise, soit une augmentation de +3,3 pts% en glissement annuel. Cette baisse de l'indice de confiance s'explique notamment par la dépréciation du peso colombien.

BID Invest et *Bancolombia* annoncent la mise en place des premières obligations vertes dans la région.

Ces obligations ont pour objectif de financer des projets sociaux et environnementaux. Ils ont été conceptualisés par *BID Invest*, filiale de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour le secteur privé, et devraient être alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU. L'institution financière *Bancolombia* s'est engagée à financer près de 1,5 millions de personnes peu bancarisées et modestes avec ces obligations.



ÉQUATEUR

L'Agence de coopération du Japon et le Ministère des Finances souscrivent à un prêt pour atténuer les effets de la pandémie.

L'Agence de coopération Internationale du Japon (JICA) et le Ministère des Finances équatorien, ont signé un prêt budgétaire en JPY pour l'équivalent de 150 MUSD. L'objectif du prêt est de mitiger les effets négatifs de la pandémie à travers du financement de programmes sociaux ciblés vers les populations les plus défavorisées. Il s'agit d'un prêt concessionnel (taux d'intérêt de 0,01% à 15 ans, période de grâce de 4 ans).

Le Ministère des Finances a présenté la loi des finances 2023.

Elle s'élève à un montant de 31,5 Mds USD, et prend pour hypothèses un prix du baril de pétrole moyen de 65 USD et une production de 188 millions de barils. La croissance du PIB en 2023 devrait avoisiner 3,1% et le PIB devrait s'établir à 122,3 Mds USD. Ce projet de loi inclut la dernière décision de la Cour Constitutionnelle d'augmenter la masse salariale des fonctionnaires du Ministère de l'Éducation équivalente à 380 MUSD.

GUYANA

Une délégation des Etats-Unis souligne les opportunités d'investissements au Guyana.

L'Ambassade des Etats-Unis au Guyana a accueilli une délégation du Département du Commerce des Etats-Unis composée de 5 entreprises représentant un chiffre d'affaires de près de 205 MUSD. Les participants ont souligné le potentiel du Guyana en termes de partenariats et d'investissements, alors que le pays connaît une transformation historique liée aux importantes découvertes de pétrole.

PÉROU

Le Ministère de l'Economie et des Finances détaille le Plan National d'Infrastructures Durables pour la Compétitivité (PNISC) 2022-2025.

Le nouveau Plan National d'Infrastructures Durables pour la Compétitivité (PNISC) 2022-2025 concerne 72 projets pour un investissement total de 36,9 Mds USD. Parmi eux, 22 projets (31% du portefeuille total) sont dédiés au secteur de la santé. La plus grande partie de ce plan est investie dans les 18 projets de transports, pour un montant de 21,2 Mds USD, soit 57% du portefeuille d'investissement total - dont la ligne 3 du Métro de Lima qui est le projet au budget le plus important (5,9 Mds USD). 12 projets sont dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



(1,7 Mds USD) et 9 dans le secteur des communications pour 0,7 Mds USD. Viennent ensuite 4 projets dans l'éducation pour 1,9 Mds USD, deux dans l'électricité (0,5 Mds USD) et deux en agriculture (1,3 Mds USD). Enfin, un est destiné aux hydrocarbures pour 4,8 Mds USD (le Gasoducto Sur Peruano), un à la production pour 0,7 Mds PEN et un à l'environnement pour 72 MUSD. Il a également été précisé que dans le cadre du PNISC, les projets ont été classés par ordre de priorité à différents stades de mise en œuvre. Un détail frappant est que sur les 52 projets classés prioritaires dans le PNIC 2019, 29 projets ne font pas partie du PNISC 2022-2025. En effet, selon le MEF, 15 d'entre eux n'ont pas été soumis et 14 n'ont pas obtenu le score requis ou ne répondent pas aux caractéristiques minimales pour être prioritaires à cette occasion, dont l'aéroport de Piura et Trujillo, l'amélioration de la Carretera Central ou les terminaux portuaires de Salaverry et Muelle Sur.

Le FMI salue les fondamentaux solides du Pérou mais alerte sur l'impact économique de l'incertitude politique.

Gustavo Adler, le chef de division adjoint au département de recherche du FMI, a déclaré le 2 novembre que l'incertitude politique au Pérou était élevée et pourrait avoir des conséquences sur l'économie et sur les investissements. Il a toutefois souligné que les fondamentaux étaient sains et avaient un historique solide. À un peu plus de 200 points de base, les obligations péruviennes en devises présentent l'un des *spread* les plus faibles parmi les

marchés émergents.

Un quart des travaux publics péruviens ont plus de 100 jours de retard.

Le Conseil de la Compétitivité Privée (CPC) a partagé les informations de son tableau de bord « Suivi de l'exécution physique des projets d'investissement », qui mesure les retards, les dépassements de coûts et l'obligation de rendre compte des progrès physiques. Il analyse 51 309 projets. 25 % des projets actifs, soit 13 000 travaux publics, ont plus de 100 jours de retard. Les secteurs les plus concernés sont l'éducation, les transports et la communication. De plus, concernant l'obligation de redevabilité, le CPC souligne que près de 41 % des travaux en cours ne fournissent pas d'information concernant leur avancée. Ces données contribueraient à la baisse d'attractivité enregistrée dans le pays dernièrement.

SURINAME

L'inflation s'élève à 42 % en septembre en glissement annuel.

Les groupes parmi lesquels les prix ont le plus augmenté sont le logement (inflation à 73 %), les fruits et légumes (60 %) et les appareils et services de communication (60 %). Certaines analyses considèrent ainsi que le Suriname souffre d'une situation d'hyperinflation. Le FMI prévoit une inflation de 48 % pour 2022 et de 27 % pour 2023. Cette inflation s'explique en partie par l'unification et la flexibilisation des taux de change officiel et parallèle, ainsi que les



dévaluations successives du dollar surinamais.

VENEZUELA

Les présidents Gustavo Petro et Nicolas Maduro se sont rencontrés ce 1^{er} novembre.

Le président colombien Gustavo Petro et le président vénézuélien Nicolas Maduro se sont réunis ce 1^{er} novembre à Caracas. La visite de G. Petro est la première visite officielle d'un président colombien au Venezuela depuis près de dix ans. Les deux dirigeants ont signé une série d'accords concernant la frontière, le commerce, la sécurité, la lutte contre le narcotrafic et les droits de l'homme. Les deux présidents auraient également échangé concernant l'entreprise de fertilisants Monomeros, Pequiven, la réintégration du Venezuela dans la CAN (Communauté andine) et le réexamen du système interaméricain des droits de l'homme. Le président G. Petro souhaiterait également que le Venezuela appuie la Colombie dans son processus de paix avec la guérilla ELN, aussi présente au Venezuela. Pour rappel, les échanges commerciaux entre le Venezuela et la Colombie, qui atteignaient 7,2 MdsUSD en 2008, ont chuté à 400 MUSD en 2021 et la Colombie accueille près de 2,5 millions de réfugiés vénézuéliens.

La croissance décélère selon l'Observatoire Vénézuélien des Finances au T3 2022.

La croissance économique du Venezuela a ralenti de 5,1 points pour atteindre 9,8 % au troisième trimestre de cette année, contre 14,9 % au T2 2022, selon l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), un organisme indépendant composé de députés et d'économistes. La production pétrolière a contribué à 52 % de la croissance, suivie par le crédit bancaire à 39 %, en particulier auprès des entreprises. Les exportations de pétrole auraient quant à elles atteint 534 000 barils par jour en octobre selon PDVSA, soit une diminution de 23 % en glissement annuel et de 25 % par rapport à septembre, annonçant la probable permanence de cette décélération.

Le panier alimentaire de base s'élève à 447 USD en septembre.

Les Vénézuéliens ont ainsi besoin de plus de 28 salaires minimums mensuels (situé à moins de 16 USD) pour pouvoir acheter le panier alimentaire de base. Le pouvoir d'achat de la population est actuellement très faible, notamment du fait d'une inflation élevée, à 157 % en glissement annuel en septembre.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en septembre
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	1,8
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	11,4
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	4,1
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	6,5
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,5
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	41,9
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	157
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	83,0
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	7,2
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	13,7
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,7

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsables de la publication : Pierre SENTENAC, Jacques ROBIN

Rédacteurs : Elsa INGRAND, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Adèle GOUJARD, Ursula ELEIZALDE

Pour s'abonner : elsa.ingrand@dgtrésor.gouv.fr